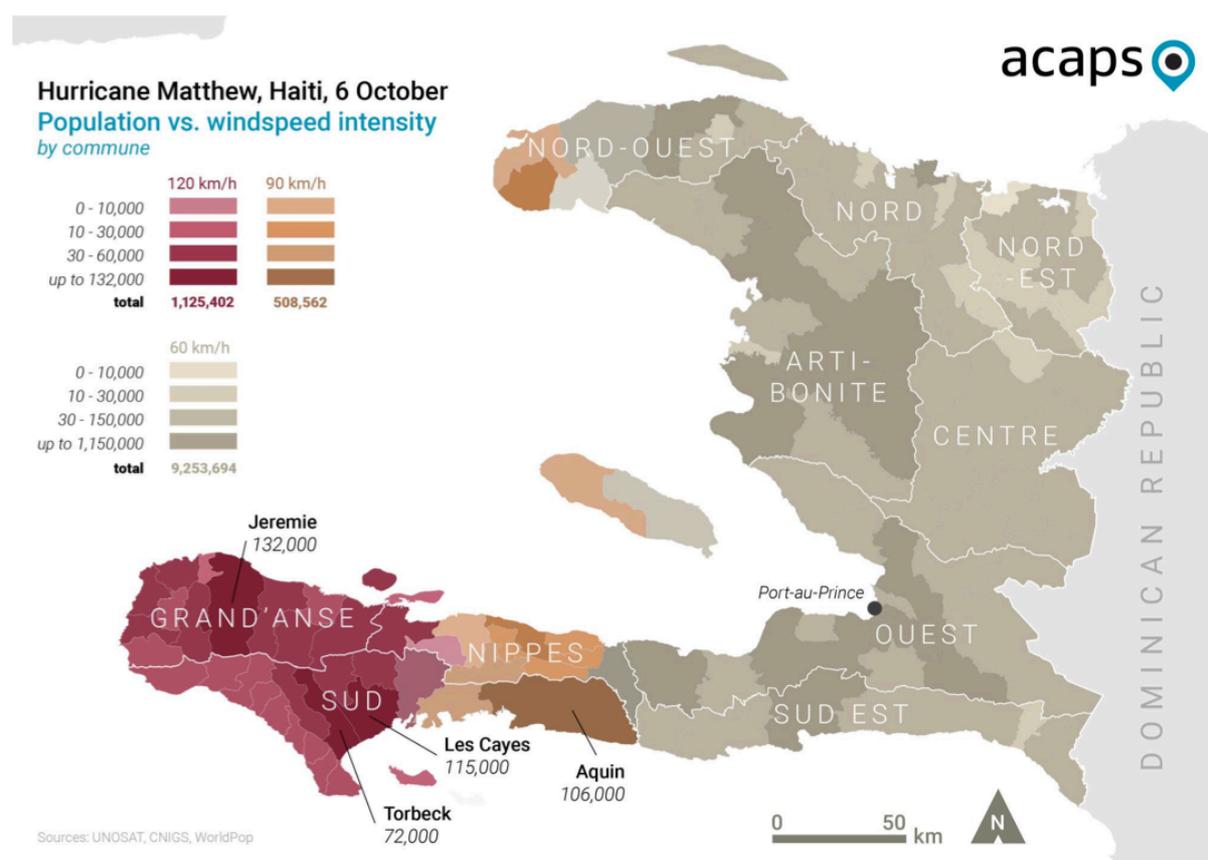


Note de situation – Fonds de solidarité pour Haïti

Le mardi 4 octobre 2016, Haïti a été frappé par l'**ouragan Matthew** décrit comme l'un des pires que la région des Caraïbes ait connu depuis plus de 10 ans. L'ouragan de catégorie 4 sur 5 a d'abord frappé le sud-ouest du pays avec des vents allant jusqu'à 230 km/h accompagnés de pluies torrentielles, avant de poursuivre sa course vers le nord du pays puis en direction du sud-est des Etats-Unis. L'ONU a d'ores et déjà caractérisé le passage de l'ouragan Matthew comme une catastrophe humanitaire majeure, dans un pays particulièrement vulnérable aux aléas climatiques et dont les populations font partie des plus fragiles au monde.



Source de la carte : ACAPS

Etat de situation au 10 octobre 2016

Bilan provisoire

Le 11 octobre, les rapports de situation des acteurs gouvernementaux et de l'humanitaire (qui évoluent rapidement depuis le passage de l'ouragan), faisaient état d'au moins 500 personnes décédées, de plus de 2 millions de personnes impactées, dont au moins 1,4 millions ayant besoin d'assistance humanitaire urgente et de milliers de

maisons détruites. Le bilan est certainement incomplet et risque de s'alourdir car certaines zones touchées par l'ouragan étaient toujours coupées du monde lundi 10 octobre. De plus, au moins 60 000 personnes ont été déplacées dans des centaines de centre d'accueil au regard des dommages énormes causés par le vent et les pluies sur les habitations des populations.

L'ouragan a touché plus de 25% du territoire haïtien. Les départements de la Grande Anse, du Sud et des Nippes sont les plus touchés. Ces zones font partie des plus isolées du pays, rendant la situation très compliquée d'autant plus que plusieurs ponts reliant les villes du sud se sont effondrés, rendant ainsi leur accès quasi-impossible pour les organisations humanitaires. Les premières images de certaines villes ayant rétabli le contact sont dramatiques. La ville de Jérémie par exemple, dans le département de la Grande Anse, serait quasiment détruite, 80% des bâtiments ayant été rasés par l'ouragan Matthew.

Département	Population	Population affectée par des vents de plus de 120 km/h	Population affectée vivant dans des zones à haut risque d'inondation
Artibonite	1 722 460	0	48 125
Centre	750 383	0	3 482
Grande Anse	452 788	472 788	581
Nippes	338 413	58 647	23 491
Nord	1 067 549	0	42 099
Nord-Est	400 195	0	415
Nord-Ouest	720 505	0	93 935
Ouest	4 008 419	0	100086
Sud	772 601	593 967	28 230
Sud-Est	634 347	0	9 715
TOTAL	10 887 658	1 125 402	350 159

Source : ACAPS briefing note on 10th october 2016 : <https://www.acaps.org/country/haiti-0/special-reports>

Les dégâts causés par les vents et les pluies accompagnés d'inondations et de coulées de boue sont énormes : de nombreuses maisons, infrastructures publiques, et plantations, ont été ravagées, des arbres déracinés, des voitures renversées, des récoltes entières perdues etc. Cette nouvelle catastrophe vient fragiliser encore plus un pays qui a beaucoup de mal à se relever du séisme ravageur de 2010 ayant causé la mort de plus de 250 000 personnes et des destructions sans précédents. Les coulées de boue et les inondations sont un facteur aggravant pour l'environnement haïtien, particulièrement fragile.

Les acteurs de la solidarité internationale savent que la réponse humanitaire devra être beaucoup plus importante afin notamment d'éviter les conséquences de long terme, notamment dans le domaine sanitaire. Le risque d'une nouvelle épidémie de choléra et d'apparition de la dengue et autres maladies est extrêmement élevé. Plusieurs cas de choléra ont déjà été relevés dans le sud. Les ONG craignent également que les difficultés d'accès à l'eau, à l'alimentation et aux soins aient des conséquences dramatiques dans les jours à venir.

Par ailleurs, il faudra être particulièrement vigilant à ne pas aggraver les tensions politiques existantes en Haïti, dont l'Etat est très fragile. Les élections présidentielles et législatives qui devaient avoir lieu dimanche 9 octobre 2016 ont d'ailleurs du être reportées au regard de la situation.

La réponse nationale et internationale

Les actions d'urgence et de secours ont débuté en Haïti : les personnes affectées ont été évacuées, secourues, des kits d'urgence et produits de base ont été distribués et les premiers travaux de déblaiement et de curage ont pu être lancés dès le mercredi 5 octobre.

Le président de transition, M. Privert, a convoqué une réunion d'urgence à Port-Au-Prince avec les acteurs du gouvernement, des Nations-Unies et les agences nationales et internationales de l'aide afin de coordonner les interventions et d'établir des priorités. Le président haïtien a également lancé un appel officiel à l'aide internationale. Le CICR a également lancé un appel de 6,2 millions d'euros pour secourir les populations affectées. L'Union Européenne a déjà débloqué 255 000 euros pour répondre à l'urgence et a également activé son mécanisme de protection civile. USAID a également débloqué 1,5 millions de dollars. La communauté internationale de l'aide a lancé un appel de 120 millions de dollars pour secourir 750 000 personnes dans les trois prochains mois.

Les trois domaines d'intervention prioritaires pour les acteurs de l'urgence sont :

- **La santé :** le risque de résurgence de l'épidémie de choléra qui avait frappé le pays en 2010 est extrêmement fort du fait des dommages causés sur les infrastructures d'hygiène et d'assainissement. L'OMS a rapporté que 4 départements étaient déjà affectés par une hausse importantes des cas de choléra (Grand'Anse ; Sud ; Nord-Ouest ; Artibonite). De plus, beaucoup de centres de soins ont été endommagés ou sont inaccessibles à l'heure actuelle.
- **L'eau, l'hygiène et l'assainissement :** Des douzaines de systèmes communaux d'eau ont été affectés par l'ouragan. 750 000 personnes sont actuellement en situation de besoin urgent d'eau potable. A Jérémie, il n'y a plus aucun système fonctionnel.. De plus, la contamination des sources d'eau est un risque important dans les zones touchées, aggravant encore le risque de maladies liées à l'eau, dont le choléra fait partie.
- **La sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture :** les pertes liées à la destruction des cultures, récoltes, pêcheries sont énormes (100% dans le département de la Grand'Anse, 90% dans le Sud etc.). Le risque de pénurie alimentaire dans les zones les plus touchées est très important.
- **L'éducation :** 300 écoles Haïtiennes ont été endommagées ou détruites, affectant plus de 106 000 enfants. Les écoles du sud d'Haïti sont toujours fermées actuellement.
- **Les abris d'urgence :** Plus de 60 000 personnes ont été déplacées à cause des graves dommages causés aux habitations. Cela risque d'avoir une conséquence à court terme sur le secteur de l'éducation puisque beaucoup de déplacés ont trouvé refuge dans les écoles et lycées des villes haïtiennes.

(Pour plus d'informations sur tous les secteurs impactés par la catastrophe : <https://www.acaps.org/country/haiti-0/special-reports>)

Les dommages causés par l'ouragan sur certaines routes du pays affectent le travail des acteurs de l'urgence, notamment dans les zones reculées du pays.

Si à l'heure actuelle les interventions sont surtout centrées sur l'aide d'urgence et l'assistance aux personnes dans le besoin, le gouvernement et les acteurs internationaux doivent déjà commencer à réfléchir à la reconstruction des zones affectées. Celle-ci sera longue et pourrait durer des années compte tenu de la fragilité du pays. La communication et la collaboration entre les gouvernements nationaux, locaux et les agences humanitaires seront cruciales pour assurer la reconstruction dans les meilleures conditions possibles. Par ailleurs, l'aide humanitaire se doit de ne pas répliquer les mêmes erreurs qu'en 2010 et d'inscrire la réponse à l'urgence dans une stratégie de développement durable de long terme, pensée et définie par les acteurs haïtiens.

Le fonds de solidarité lancé par Cités Unies France

Cités Unies France dispose malheureusement d'une expérience certaine dans les initiatives visant à soutenir la réhabilitation post-crise en Haïti. En 2010, nous avons lancé un fonds de solidarité en lien avec la Fondation de France suite au séisme dévastateur ayant causé la mort de plus de 300 000 personnes. Ce fonds avait permis la construction de trois établissements scolaires et d'appuyer la création d'une structure intercommunale de 4 communes dans la région des Palmes et le département de la Grand'Anse. Ce fonds est clôturé et nous avons aujourd'hui pris la décision d'ouvrir un nouveau fonds d'urgence pour apporter une aide dans la phase de réhabilitation/reconstruction des zones affectées et des services publics détruits. Cela se fera en collaboration avec les collectivités haïtiennes concernées qui ont besoin d'assistance.

Un compte pour le **Fonds de solidarité des collectivités territoriales pour Haïti** a été créé et il pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel. Conformément à la charte adoptée par le Bureau Exécutif de Cités Unies France, la gestion de ce fonds se fera par un comité des donateurs.

Les collectivités françaises présentes en Haïti seront fortement sollicitées afin de monter une initiative concertée et mutualisée s'appuyant sur les expériences de coopération existantes.

Par ailleurs, l'organisation mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis, qui tient son congrès Bogota du 12 au 15 octobre, sera saisie pour qu'une réponse soit apportée par les collectivités du monde entier.

Contacts à Cités Unies France

Félicia Médina, chargée de mission pôle Amérique Latine et Caraïbes (01 53 41 81 92 / f.medina@cites-unies-france.org).

Lucie Allex-Billaud, chargée de mission pôle crise et réhabilitation (01 53 41 81 85 / l.allexbillaud@cites-unies-france.org)